

Trans
continentales

Transcontinentales

Sociétés, idéologies, système mondial

6 | 2008

Mémoires et nations

Atlas du Liban

Éric VERDEIL, Ghaleb FAOUR et Sébastien VELUT, Atlas du Liban. Territoires et société, Beyrouth, Institut français du Proche-Orient - CNRS Liban, 2007, 207 p.

Mohamed Kamel Dorai



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/transcontinentales/921>

ISBN : 978-2-7351-1561-7

ISSN : 1775-397X

Éditeur

Editions de la maison des sciences de l'homme

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2008

Pagination : 150-152

ISBN : 978-2-200-92511-6

ISSN : 1950-1684

Référence électronique

Mohamed Kamel Dorai, « Atlas du Liban », *Transcontinentales* [En ligne], 6 | 2008, document 11, mis en ligne le 06 avril 2011, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/transcontinentales/921>

Tous droits réservés

migrations. Au Liban, de virulents débats ont agité l'opinion publique au sujet de l'attribution de la nationalité libanaise aux descendants des émigrés et de l'éventuel droit de vote des expatriés (Jaulin). L'enjeu est clair : en préférant le droit du sang à celui du sol, les chrétiens souhaiteraient réintégrer dans la vie politique libanaise les membres de la diaspora, chrétiens pour la moitié, alors que la démographie est depuis plusieurs décennies en leur défaveur. Cette vision a été fortement soutenue par l'Église maronite, qui reste très active dans le processus de construction nationale libanaise, tout en se transformant en une institution diasporique qui multiplie les nouvelles implantations à l'étranger et cherche constamment à resserrer les liens entre les communautés maronites expatriées et l'Église-mère du Liban (Tabar).

La question du contrat social est, elle aussi, récurrente. C'est en ce sens qu'est envisagée l'offre de services domestiques comme élément de confort matériel, en échange de l'allégeance politique des bénéficiaires. Aux Émirats arabes unis, on dénombre davantage de domestiques étrangères – ce sont surtout des jeunes femmes asiatiques – que de nationaux ! Ces domestiques sont soumis au pouvoir discrétionnaire des employeurs, les inspecteurs du travail ayant l'interdiction de pénétrer à l'intérieur de la cellule familiale, traditionnel sanctuaire de la vie privée. Cette privatisation de la vie sociale (garde de jeunes enfants, entretien de la maison, soins aux personnes dépendantes...) permet à l'État de promouvoir une classe moyenne moderne, fondée sur la famille nucléaire et l'affaiblissement des liens de solidarité familiale, tout en renforçant le conservatisme et les structures patriarcales de la société. En effet, la maison reste le domaine féminin par excellence mais se

transforme en une sphère intermédiaire entre le privé et le public : la maîtresse de maison endosse le rôle d'employeur professionnel, sorte de manager disposant d'un contrôle total sur les domestiques étrangères. Elle acquiert ainsi un nouveau statut social et un sentiment de supériorité qui conforte son appartenance nationale. Ainsi la ségrégation à l'emploi selon les conditions de travail permet à la distinction entre citoyens et non-citoyens de s'opérer.

Ces deux ouvrages, par la richesse des thèmes abordés et l'actualisation des connaissances qu'ils fournissent, seront très utiles pour tous ceux qui s'intéressent aux migrations internationales et au Moyen-Orient. Ils appellent une réflexion plus large sur cette question qui commence à être bien défrichée, tandis que certains champs mériteraient une plus grande attention, tels l'Europe comme « nouvelle » destination des migrants moyen-orientaux ou encore l'externalisation des politiques migratoires de l'Union européenne.

Delphine Pagès-El Karoui,
Institut national des langues et civilisations
orientales, centre de recherches Moyen-
Orient et Méditerranée (INALCO CERMOM)/
Migrinter

Atlas du Liban

Éric VERDEIL, Ghaleb FAOUR
et Sébastien VELUT,

Atlas du Liban. Territoires et société,
Beyrouth, Institut français du Proche-
Orient-CNRS Liban, 2007, 207 p.

L'*Atlas du Liban* qui vient de paraître propose une lecture originale de l'espace libanais contemporain (seules quelques cartes historiques sont présentées pour mettre en perspective la construction nationale libanaise). L'originalité de cet atlas repose sur la multiplicité des sources employées et leur mise en

perspective critique dans les nombreux textes qui accompagnent les cartes. Plus qu'un ouvrage qui se serait contenté de rassembler des cartes, il permet grâce au texte de comprendre de façon synthétique les enjeux géopolitiques, économiques, démographiques, sociaux et urbanistiques du Liban d'aujourd'hui. La diversité des échelles d'analyse présentées aide le lecteur à saisir la multiplicité des logiques qui façonnent le territoire libanais, que ce soit les dynamiques à l'échelle mondiale ou régionales ou bien les transformations locales des espaces urbains ou ruraux. Il faut également souligner que les cartes et les textes sont souvent accompagnés de nombreux graphiques et tableaux qui viennent enrichir et compléter les thèmes développés.

La guerre puis la reconstruction ont marqué de façon significative le territoire libanais et sa population comme le montrent de nombreuses cartes à différentes échelles (déplacement de population, destructions, projets de reconstruction, etc.). Mais les auteurs inscrivent ces mutations dans un temps plus long et dans un contexte géographique plus vaste. Par exemple, le souci tout au long de l'ouvrage de replacer le Liban dans son contexte régional et dans son environnement le plus large nous donne à lire de façon concrète les effets de la mondialisation. Effectivement, le Liban est un pays qui depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle se trouve fortement connecté avec l'espace mondial, ne serait-ce que par l'importante diaspora libanaise présente sur les cinq continents.

L'atlas est divisé en sept chapitres qui abordent successivement les thèmes suivants : la construction nationale et géopolitique régionale, le Liban dans la mondialisation, la population et le peuplement, les mutations territoriales,

l'économie, la société (niveau de vie, équipements et infrastructures), et les politiques d'aménagement et d'équipements de la reconstruction. Enfin, une postface consacrée au territoire libanais à l'épreuve de la guerre présente une série de données relatives à la dernière guerre de juillet 2006.

Si dans le chapitre concernant le traitement de la population et du peuplement au Liban une importante place est faite à la question confessionnelle, incontournable puisque le système politique et social libanais repose en grande partie sur cette donnée, l'analyse ne se cantonne pas à ce seul découpage de la société contemporaine libanaise. Elle fait par exemple place aux différentes populations étrangères (réfugiées ou migrantes) présentes au Liban, en montrant leur importance numérique significative, et en rappelant que si le Liban est connu pour être un pays d'émigration, c'est aussi un pays qui joue un rôle singulier dans le système migratoire proche-oriental.

Le chapitre sur les mutations territoriales met l'accent sur l'importance des effets de la guerre du Liban en termes de mobilité des populations et des destructions occasionnées. Les dynamiques de l'après-guerre sont analysées et montrent le rôle de polarisation de l'agglomération beyrouthine ainsi que l'importance de la densification des zones rurales, conséquences des cloisonnements hérités de la guerre. En parallèle, le chapitre sur la société montre les inégalités qui traversent le Liban : elles s'expriment dans différentes sphères comme l'accès aux infrastructures, à l'éducation, à la santé, et se traduisent par de fortes disparités territoriales. Les inégalités sont donc le reflet d'une série d'éléments qui croisent appartenance à une classe sociale, donnée confessionnelle et lieu

de résidence, ces trois éléments étant en interrelations étroites.

Le chapitre consacré à la reconstruction montre la diversité des acteurs qui agissent en parallèle de l'évolution des pratiques sociales. Si les conséquences de la guerre dans le processus de reconstruction sont très importantes, le rôle des acteurs privés comme le volontarisme de l'État se doivent d'être relevés. La richesse des différents documents proposés, à l'échelle de la métropole beyrouthine comme à l'échelle du Liban tout entier, montre de façon très claire les différentes actions de reconstruction menées et leurs conséquences spatiales. Ce chapitre permet au lecteur de mieux saisir la complexité des actions d'aménagement de l'espace et leurs limites dans un contexte socio-politique en profonde mutation.

Enfin, la postface sur les conséquences de la guerre de juillet 2006 montre très clairement l'ampleur des destructions et les conséquences sur l'environnement des bombardements israéliens conduisant le Liban à affronter une nouvelle fois, dans un contexte régional tendu, la question de la reconstruction.

Cet atlas, le premier d'une série qui abordera la Syrie et la Jordanie, synthétise une somme de données très importantes sur le Liban contemporain, en offrant au lecteur des informations contextualisées et une approche critique des sources employées.

Mohamed Kamel Dorai,
chargé de recherches au CNRS,
Institut français du Proche-Orient,
Damas

ONG palestiniennes

Caroline Abu SADA,
ONG palestiniennes et construction étatique. L'expérience de Palestinian Relief Committees (PARC) dans les Territoires occupés palestiniens, 1983-2005,
Beyrouth, Institut français du Proche-Orient, 2007, 252 p.

L'ouvrage de C. Abu Sada est issu d'une thèse de doctorat en science politique. Il s'inscrit dans la lignée des travaux sur la Palestine produits par une nouvelle génération de chercheurs francophones depuis la signature des accords de paix israélo-palestiniens dits d'Oslo (1993). L'auteur y décrit et analyse la manière dont le champ associatif palestinien s'est adapté à l'instauration de l'Autorité palestinienne, embryon de pouvoir central né des accords de paix, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. C. Abu Sada s'interroge plus précisément sur le rôle et les pouvoirs d'action détenus par une ONG de développement – PARC (*Palestinian Relief Committees*) – impliquée dans le monde rural, qui avait pour objectif initial de venir en aide aux populations paysannes particulièrement affectées par l'occupation israélienne.

L'ouvrage est organisé en deux parties. Dans la première partie, l'auteur étudie les discours de « présentation de soi » de l'ONG et les modalités de son institutionnalisation. Elle dépeint ainsi de façon argumentée la manière dont les dirigeants de PARC (et d'autres ONG de développement) ont cherché à se distinguer des associations de charité souvent portées par des notables traditionnels à partir de la décennie 1980, en se faisant les défenseurs d'un nationalisme « actif » et en revendiquant une forme de légitimité nouvelle, de type technocratique. Elle montre également que PARC a rapidement opté pour une stratégie de « maillage » des espaces ruraux, au nom de la « proximité » locale,